

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 42 (1901), p. 397-407

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1901\\_\\_42\\_\\_397\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1901__42__397_0)

© Société de statistique de Paris, 1901, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

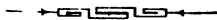
Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 12. — DÉCEMBRE 1901.



### I

#### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1901.

**SOMMAIRE.** — Nécrologie. M Adolphe Coste, ancien Président — Allocution de M. le Président — Avis relatif au renouvellement partiel du Bureau et du Conseil — Présentation d'un membre titulaire et de deux membres associés. — Présentation d'ouvrages : M. le Président, le Secrétaire général — Lecture, par M Cheysson, d'un rapport sur le prix Bourdin — Allocution de M le Président et remerciements des lauréats, MM G Bienaymé et M. Bellom. — Communication de M E. Levasseur sur le *census* américain de 1900. — Discussion. MM Schelle, Ca'oux — Communication de M Arsene Dumont sur la monographie des communes du Lot-et-Garonne ; discussion : MM E Levasseur, D<sup>r</sup> Chervin.

La séance est ouverte sous la présidence de M. Edmond Duval.

M. le PRÉSIDENT dit que l'envoi du journal n'ayant pu être fait en temps utile par suite d'une grève dans les ateliers de l'imprimerie, l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, qui figure dans le numéro en retard, sera mise aux voix à la prochaine réunion.

M le Président fait part du décès de M. Coste et s'exprime en ces termes :

« C'est la première fois que nous nous réunissons depuis la mort de notre si excellent confrère Adolphe Coste. Sur sa tombe, dans les journaux et dans les Sociétés dont il faisait partie, les profonds regrets provoqués par cette perte ont été exprimés avec une tristesse bien légitime.

« Vous trouverez dans le numéro de novembre de notre Journal deux des discours prononcés sur sa tombe au nom de la Société de statistique de Paris, de l'Institut international de statistique, du Conseil supérieur de statistique, etc., par MM. Duval et Levasseur, ainsi qu'une notice étendue sur les travaux du regretté défunt par un de nos anciens présidents, M. A. Neymarck.

« C'est pour votre président un bien vif chagrin de ne plus avoir devant les yeux, pendant nos séances, la physionomie si franche, si attentive et si sympathique de notre regretté confrère. Il était de ceux qui donnent la vie à la Société dont ils font partie, en s'intéressant à son recrutement, à sa prospérité et à tous ses travaux.

« Il a, en nous quittant, assuré, si je puis dire, cette prospérité par un legs magnifique, dont nous sommes bien résolus à employer le revenu, comme il l'a désiré, en provoquant des travaux sur le sujet qui était le principal objet de ses études — la recherche et la répartition de la fortune territoriale de la France — et aussi en rappelant à nos successeurs le nom de notre dévoué confrère, aujourd'hui notre bienfaiteur. Bien que le Conseil ait déjà été appelé à statuer à ce sujet, je tiens à provoquer votre vote sur l'acceptation de ce legs et sur son emploi ; je mets donc aux voix la proposition suivante :

« La Société de statistique est d'avis d'accepter le legs qui lui est fait par M. Adolphe Coste, et d'en employer le montant et les revenus en valeurs mobilières, conformément aux statuts, en s'inspirant des désirs du testateur. »

Conformément à l'article 6 du règlement, M. le Président annonce les candidatures suivantes, proposées par le Conseil dans sa séance du 13 courant pour le renouvellement du Bureau et du Conseil :

Président pour l'année 1902 : M. Mercet.

Vice-président pour trois ans : M. des Essars.

Membres du Conseil pour trois ans : MM. Delatour et Salefranque.

Sont présentés : comme membre titulaire, M. Marcel Fournier, directeur général de l'enregistrement et des domaines, par MM. Fernand Faure et Malzac, et comme membres associés, MM. Frédéric Fellner, économiste, secrétaire de la Banque agraire de Budapest, et Lang, président de la commission d'organisation de la dernière session de l'Institut international de statistique à Budapest, député au Reichsrath, par MM. Levasseur, de Foville et Neymarck.

Conformément au règlement, il sera voté sur ces candidatures dans la prochaine, séance.

M. le PRÉSIDENT présente, dans les termes suivants, deux documents officiels, sur lesquels il croit devoir attirer l'attention de la Société.

Conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 23 décembre 1874, concernant la mortalité des enfants du premier âge, et spécialement des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde, la Direction de l'assistance et de l'hygiène publiques au Ministère de l'intérieur, confiée à M. Henri Monod, conseiller d'État, vient de publier deux intéressants ouvrages.

Les statistiques qu'ils renferment ont été établies d'après la méthode de fiches individuelles, préconisée par le Conseil supérieur de statistique, sur le rapport de M. Jacques Bertillon.

Le premier de ces documents a trait à la *Statistique du Service de la protection des enfants du premier âge*.

Il est divisé en 7 chapitres.

I. Enfants admis pendant l'année 1897. — II. Allaitement. — III. Décès (1<sup>re</sup> année) : classification par mode d'alimentation et par nature de maladies. — IV. Admissions. — V. Retraits et sorties du service à la limite d'âge. — VI. Décès. — VII. Décès par mode d'alimentation et par nature de maladies constatées médicalement.

Chacun de ces chapitres porte sur 4 catégories :

- a) Enfants sans distinction d'état civil ;
- b) Enfants légitimes ;
- c) Enfants naturels ;
- d) Enfants dont la légitimité n'a pas été constatée.

Dans le rapport qui précède les tableaux, M. Henri Monod fait connaître que les calculs ont porté sur 78 676 documents fournis par la plupart des départements. 14 seulement, pour différentes causes, n'ont pas été en mesure de fournir les éléments demandés.

Pour 78 676 enfants protégés admis, on comptait : 54 677 légitimes pour 23 999 illégitimes ; 30 132 légitimes ont été retirés contre 7 638 illégitimes ; enfin, 6 996 légitimes sont décédés contre 4 647 illégitimes.

Les moyennes générales, pour les légitimes et les illégitimes réunis, montrent que le nombre des décès, pour 1 000 journées, passe par un maximum vers les

10° à 19° jours de la naissance, et qu'il diminue ensuite graduellement de mois en mois jusqu'à 1 décès pour 10 millions de jours vécus dans la deuxième année.

Ces statistiques ont servi de point de départ à des calculs fort complexes.

Un tableau récapitulatif signale :

1° L'effet de l'*allaitement artificiel*, qui fournit 45 décès pour 100, pendant les 5 premiers jours de la vie, puis 65 p. 100 du 5° au 10° jour, et qui va s'aggravant (trois quarts des décès) jusqu'au premier mois; à partir de ce moment, le risque retombe graduellement à 65 pour 100 décès;

2° L'effet de la *filiation* : 183 décès chez les enfants naturels, au lieu de 121 chez les légitimes, sur 1 000 vivants et 1 585 décès par million de jours vécus par les illégitimes, au lieu de 950 décès par million de jours vécus par les légitimes.

Ce premier ouvrage est en outre accompagné de graphiques relatifs aux maladies.

On y lit que : Si la *variole* ne compte que 8 décès, qui se produisent du 61° au 151° jour de la naissance, la *rougeole* en compte 137, qui se produisent du 151° au 364° jour; la *coqueluche*, 149, du 31° au 60° jour; la *diphtérie*, 65, du 10° au 19° jour; les *convulsions*, 700, du 31° au 60° jour; la *méningite*, 377, du 10° au 19° jour; la *pneumonie*, 1 389, du 10° au 19° jour; la *diarrhée infantile*, 4 079, du 10° au 19° jour, et enfin la *débilité congénitale*, 607, du 10° au 19° jour.

Le second ouvrage concerne la *Mortalité* des enfants assistés.

Il est divisé en 4 chapitres :

I. — *Pupilles de l'Assistance*. (Enfants assistés et moralement abandonnés.) — On comptait au 1<sup>er</sup> janvier 1899. . . . . 131 848 pupilles

Les entrées dans l'année ont été de. . . . .	21 703	—
Soit. . . . .	153 551	pupilles
Les sorties par décès. . . . .	3 761	
Pour autres causes. . . . .	14 770	18 531 —
Reste. . . . .	135 020	pupilles

II. — *Enfants secourus temporairement*. — Au 31 décembre 1899, 53 543 enfants avaient été ou étaient secourus.

III. — *Enfants moralement abandonnés*. — Au 31 décembre 1899, le nombre était de 20 204; dans ce total, le nombre des enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle figurait pour 10 753.

IV. — *Répartition des décès par causes et par âge*. — Pour 142 004 enfants assistés répartis dans tous les départements (excepté le Nord et Saône-et-Loire), on compte :

Pour 7 898 enfants au-dessous de 1 an. . . . .	2 366	décès
— 24 658 — de 1 à 5 ans . . . . .	800	—
— 34 640 — 5 à 10. . . . .	165	—
— 37 733 — 10 à 15. . . . .	142	—
— 20 008 — 15 à 18. . . . .	107	—
— 11 518 — 18 à 20. . . . .	77	—
Enfin, pour 5 549 — 20 à 21. . . . .	23	—

La mortalité générale, toutes causes de décès réunies, atteint 30 000 enfants pour 100 000 vivants dans la première année; elle diminue ensuite rapidement :

8 p. 100	de 1 à 2 ans.
3 p. 100 (2 990 p. 100 000)	de 2 à 3 ans.
1 p. 100 —	de 3 à 4 ans.
Et moins de 1 p. 100 —	de 4 à 5 ans.

Par périodes quinquennales, elle est de :

3 2	p. 100 de 1 à 5 ans.
0.476	p. 100 de 5 à 10 ans.
0.376	p. 100 de 10 à 15 ans.

C'est à cet âge que se place le minimum de la mortalité générale ; cette mortalité augmente jusqu'à l'âge de 18-20 ans : 666 pour 100 000 (0.666 p. 100) ; de 20 à 21 ans, elle n'est plus que de 0.415 p. 100.

On constate que les causes les plus fréquentes de mortalité doivent être attribuées :

Pour les enfants	de 0	à 1 an,	à la <i>diarrhée</i> , à la <i>gastro-entérite</i> et à la <i>débilité congénitale</i> .
—	de 1 an	à 2 ans,	à la <i>bronchite aiguë</i> .
—	de 2 ans	à 3 —	à la <i>rougeole</i> .
—	de 3 —	à 4 —	à la <i>coqueluche</i> et à la <i>pneumonie</i> .
—	de 4 —	à 5 —	à la <i>diphthérie</i> et à la <i>pneumonie</i> .
—	de 5 —	à 10 —	à la <i>méningite</i> .

Pour les jeunes gens de 15 — à 18 — à la *méningite* et à la *phtisie pulmonaire*.

Enfin, pour les jeunes gens de 18 — à 20 — à la *phtisie pulmonaire*.

Cette lecture amène un échange d'observations.

M. J. Bertillon dit que c'est la première fois que la loi de 1874, qui exige une statistique des enfants du premier âge et des enfants assistés, reçoit son exécution. Il a été difficile d'établir ces statistiques. Un cadre a été dressé et suivi point par point. La mortalité élevée que révèlent les résultats ainsi obtenus fait concevoir des doutes sur l'efficacité de la loi Roussel.

M. MARCH rappelle que les cadres des statistiques en question sont dus aux efforts de M. Bertillon. Quant à lui, il ne croit pas la mortalité des enfants protégés supérieure à la mortalité générale. Du reste, on sera fixé sur ce point dans un an.

M. CHEYSSON voudrait savoir en quoi la loi Roussel est défectueuse.

M. CADOUX pense que la loi n'est pas défectueuse, mais qu'elle est mal appliquée. La mortalité de ceux des enfants abandonnés qui sont soumis à une surveillance active est plus faible que la mortalité infantile générale, et il en serait sans doute de même pour les autres enfants si les dispositions de la loi étaient bien observées.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL lit la liste des ouvrages présentés depuis la dernière séance. En fait d'ouvrages signés du nom de leurs auteurs, il cite tout d'abord un volume de M. Pierre des Essars intitulé : *Pour gérer sa fortune*, dont le succès très vif va nécessiter une deuxième édition. Plein de conseils excellents puisés aux meilleures sources, ce volume peut rendre service de préférence à certaines catégories de personnes que leur situation ou leur caractère tient éloignées du monde des affaires et protège peu contre certaines spéculations. Le style en est clair et alerte. C'est un attrait de plus.

A mentionner le deuxième volume, quatrième partie, Supplément (*Accidents*), des *Assurances ouvrières* de notre infatigable collègue M. Bellom. L'éloge de cette œuvre considérable, maintes fois récompensée, n'est plus à faire. M. Cheysson veut bien se charger d'analyser ledit volume dans un prochain numéro. A citer encore comme ouvrages signés du nom de leurs auteurs : *Les charges de la propriété rurale en Bulgarie*, par M. D. Netelescu ; *Constantinople port franc*, par M. Geblesco ; *Origine des importations et Débouchés des exportations pour les États-Unis*, par M. Hitchcoq ; *Étude synoptique et statistique de la République mexicaine*, par M. de Penafiel.

Viennent ensuite les documents officiels dont on trouvera la liste, p. 426.

L'ordre du jour appelle la lecture, par M. Cheysson, de son rapport sur le prix Bourdin, qu'on trouvera dans le présent numéro (p. 402.) Ce rapport est accueilli par d'unanimes applaudissements.

M. le PRÉSIDENT adresse les félicitations de la Société aux lauréats, MM. G. Bien-aimé et M. Bellom, dans les termes suivants : « C'est une bonne fortune pour moi, Messieurs, de terminer mon année de présidence en remettant à deux de nos confrères la médaille d'or du prix Bourdin, dont l'attribution n'est cependant que triennale. C'est qu'en effet les concurrents sont si nombreux et si méritants, que votre Commission s'est résolue cette année à la décerner exceptionnellement à deux de nos collègues.

« A M. Bienaymé qui, depuis 1890, nous fournit des renseignements intéressants et précieux sur les incidences de la fiscalité en matière alimentaire et gastronomique, sur le combustible, sur l'éclairage, et qui achève son œuvre en nous donnant des chiffres très curieux sur le coût de la vie à Paris à diverses époques. Il m'est bien agréable, mon cher et très sympathique confrère, de vous remettre ce prix que la Société vous a si légitimement attribué.

« A M. Maurice Bellom. Pour lui, c'est l'année des récompenses. Nos modestes ressources nous permettent, en effet, d'ajouter le prix Bourdin à la distinction dont il vient d'être l'objet de la part de l'Académie des sciences morales pour ses beaux et utiles travaux sur les assurances ouvrières (1). Cela démontre à quel degré sont appréciés les travaux de notre laborieux confrère, au dehors comme dans notre Société. M. Cheysson, rapporteur du prix Bourdin, inspecteur général des ponts et chaussées, était plus particulièrement qualifié pour apprécier les mérites de notre lauréat, puisqu'il vous a déjà rendu compte, en 1897, des travaux de M. Bellom, ingénieur au corps des mines, sur les assurances ouvrières et les lois contre les accidents. La liste des communications de notre confrère est déjà longue et justifie la hâte que la Commission avait de l'en récompenser. »

MM. BIENAYMÉ et BELLOM obtiennent successivement la parole pour remercier la Société du témoignage d'estime qu'elle leur a donné, témoignage qu'ils considèrent comme une consécration précieuse de leurs travaux.

L'ordre du jour appelle une communication de M. LEVASSEUR, sur la population des États-Unis, tirée du *census* de 1900. Les chiffres de cette année sont encore provisoires. Ils comprennent la population de l'Alaska et celle des îles Hawaii, mais laissent en dehors Porto-Rico et Cuba.

La population recensée est de 76 307 387 individus ; il y a aux États-Unis un peu plus d'hommes que de femmes, comme dans tous les pays d'immigration.

Sur l'ensemble, 10 1/2 millions d'individus sont nés à l'étranger. Sur 56 millions de blancs nés aux États-Unis, 15 millions sont issus de parents nés tous deux, ou l'un des deux, à l'étranger. On compte 260 000 Indiens dans les Territoires et les Réserves, 119 000 Chinois (contre 126 000 il y a six ans). La population chinoise diminue dans les États de l'Ouest, mais augmente dans les États du Sud et du Centre.

Quant aux Japonais, on en a recensé 86 000. Leur nombre a triplé depuis dix ans, car ils ne se heurtent pas aux mêmes obstacles que les Chinois.

La population de couleur, c'est-à-dire celle qui a du sang noir, est de 8 840 000 âmes contre 7 500 000 en 1890 et 6 600 000 en 1880. Cette population s'accroît rapidement, malgré la compression qu'exerce sur elle la population blanche.

La population blanche s'accroît à la fois par les naissances et par l'immigration. De 1821 à 1900, il est entré aux États-Unis 19 115 000 immigrants.

M. Levasseur fait remarquer que l'immigration s'est surtout développée dans les périodes 1851-1860 et 1881-1890, qui correspondent : la première à la découverte de l'or en Californie, la seconde aux grands progrès économiques des États-Unis. M. Levasseur a dressé un tableau des principaux éléments de la composition et de l'accroissement de la population aux États-Unis, qu'il communique à la Société, se réservant de fournir plus tard, s'il y a lieu, les explications nécessaires pour l'intelligence de ce tableau (V. p. 413).

M. SCHELLE prie M. Levasseur de définir la population noire. M. CADOUX demande si les soi-disant Japonais ne seraient pas des Chinois.

A M. Schelle, M. LEVASSEUR répond qu'est compté comme noir tout individu qui a des ascendants noirs ; à M. Cadoux qu'il ignore complètement si quelques Chinois s'introduisent ou non en se prétendant Japonais.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Levasseur de son intéressante communication et donne la parole à M. Arsène DUMONT, qui entretient la Société de la natalité d'un de

---

(1) Voir numéro de novembre, p. 361.

nos départements du Sud-Ouest, sous le titre de *Démographie des communes du Lot-et-Garonne*

Le Lot-et-Garonne est l'un des départements qui ont le plus mauvais état démographique. On y rencontre vingt-quatre communes dans lesquelles la natalité descend au-dessous de 11 naissances pour 1 000 habitants. Sur ce nombre, sept en ont de 9 à 9,9 ; deux en ont 8,7 et 8,8 ; une n'en a que 7,8. C'est le minimum qui ait été jamais observé. Ces communes sont éparses dans la moitié orientale du département, purement agricoles, pauvres et en voie d'appauvrissement. Leur mortalité est élevée et en voie d'accroissement, leur nuptialité faible et en voie d'affaiblissement.

Le groupe d'âge de 0 à 14 ans y est très peu représenté et celui de 60-65 l'est beaucoup. Le groupe d'âge de 15-59 l'est normalement.

La proportion des naissances légitimes aux femmes mariées en âge de fécondité est d'une faiblesse qui dépasse de beaucoup tout ce qui avait été constaté jusqu'à ce jour dans l'espèce humaine. La moyenne française, déjà très faible, étant 166 sur 1000, on trouve que ce rapport varie dans nos vingt-quatre communes du maximum 70 au minimum inouï de 42. Les communes les plus mal situées sous ce rapport sont : Cazzac et Sainte-Colombe-de-Villeneuve qui, sur 100 épouses de 15-49 ans, n'en ont que 4,7 qui deviennent mères ; Saint-Urcisse, qui n'en a que 4,6 ; Estillac et Thizac, qui n'en ont que 4,4 ; et enfin la petite commune de Fals qui n'en a que 4,2.

Dans la partie landaise du Lot-et-Garonne, le canton de Houeillès offre, au contraire, des natalités supérieures à la moyenne française, des nuptialités très élevées et des mortalités qui sont parmi les plus faibles qui aient jamais été observées.

M. LEVASSEUR demande où ont été puisés les éléments du travail de M. Dumont.

M. Arsène DUMONT dit qu'il les a pris dans les archives départementales et dans les communes

M. CHERVIN qui a fait, il y a quelques années, un travail sur le département de Lot-et-Garonne, avait remarqué que dans un certain canton possédant des industries, le nombre des enfants était assez élevé. Il demande à M. Arsène Dumont si, à ce point de vue, il a relevé des différences entre la population agricole et la population industrielle.

M. DUMONT ne le croit pas.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Arsène Dumont de sa communication, puis lève la séance à 11 h. 1/4.

Le Secrétaire général,  
E. FLÉCHEY.

Le Président,  
F. DUVAL.

---

## II

### ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

---

#### RAPPORT SUR LE PRIX BOURDIN

par M. CHRYSSON, ancien président de la Société de Statistique de Paris,  
membre de l'Institut.

C'est la cinquième fois que la Société de statistique décerne le prix fondé par notre ancien Président, M. Bourdin, pour récompenser, tous les trois ans, l'auteur du meilleur article paru au journal de la Société pendant cette période. C'est aussi la cinquième fois que j'ai l'honneur d'être le rapporteur de votre jury pour l'attribution de ce prix (1). Il aurait été à tous égards préférable que cette tâche fût confiée

---

(1) La Commission était composée de MM. Levasseur, Coste, Neymarck, Mercet et Cléysson.

à quelque autre de nos collègues, qui aurait rajeuni ce compte rendu. Mais, malgré mon insistance, le jury et le Conseil m'ont imposé cette charge en même temps que cet honneur. C'est donc à eux et non à moi que vous aurez à vous en prendre, si je reparais encore dans ce rôle où les plus anciens d'entre vous ont pu déjà me voir et m'entendre quatre fois (1).

## I

La période de trois années sur laquelle portait notre examen s'étend de 1898 à 1900. Elle correspond à une masse imposante de travaux, dont pourront à peine nous donner une idée les chiffres suivants :

Nos trois volumes comprennent ensemble 1 300 pages, qui, eu égard à leur format et à leur caractère typographique, équivalent au moins à 2 000 pages d'un grand in-8°, ou à la matière de 4 gros volumes de 500 pages.

Le nombre des articles est de 176 et celui des auteurs de 58 ; ce qui représente en moyenne 3 articles pour chacun d'eux.

Ces articles ne sont pas tous originaux : 35 d'entre eux, dus à 14 auteurs, se rapportent à des chroniques ou à des notices bibliographiques. D'après notre jurisprudence, ils ne concourent pas pour le prix.

Une autre élimination — celle-ci plus pénible encore — nous est imposée par nos précédents : c'est celle des articles de nos anciens présidents, du Bureau actuel et des lauréats antérieurs du prix Bourdin. Cette règle emportait d'un seul coup, en même temps que 79 articles, 16 auteurs, et quels auteurs ? ceux qui sont à la fois l'honneur et la force de notre Société.

A leur tête, qu'il me soit permis de citer notre maître, M. Levasseur, le chef incontesté de la statistique française, qui la représente avec éclat aux yeux du monde savant, dans ses courageuses et fructueuses missions, comme dans les congrès où il est entouré de la déférence et de la sympathie générales.

Par un honneur qui lui était bien dû et dont il a eu seul jusqu'ici le privilège, il a reparu deux fois sur la liste de nos présidents, ayant consenti, sur nos instances, à reprendre une seconde fois son fauteuil pour parler au nom de la Société pendant les belles solennités de l'Exposition de 1900. Toujours sur la brèche, ne cessant de donner l'exemple du travail et du devoir, multipliant les ouvrages dont chacun suffirait à occuper et à illustrer une vie de savant, prêt en toute occasion à défendre les intérêts de la science en général et ceux de la statistique en particulier, M. Levasseur honore notre Société, qui est fière de le posséder. Aussi sera-t-il permis à votre rapporteur, à l'occasion de cet examen où il a rencontré à chaque page de notre recueil la trace vivante de l'action du maître, de lui rendre en votre nom un hommage d'affection, d'admiration et de profonde reconnaissance.

En me plongeant, à votre intention, dans l'étude de ces dernières années, j'ai rencontré aussi d'autres noms que vous me pardonnerez d'évoquer devant vous. Pour ceux-ci, je ne le fais qu'avec une douloureuse émotion : car il s'agit de rouvrir des plaies qui sont encore toutes saignantes : c'est Yvernès, notre aimable et dévoué secrétaire général, l'éminent statisticien de tout ce qui touchait à la justice ; c'est Beaurin-Gressier, qui avait mis à nu devant nous avec tant de sincérité son budget domestique, parce que sa vie limpide et pure n'avait rien à cacher ; c'est Coste, l'incomparable ami qui vient de nous être enlevé. Il était membre de la Commission du prix Bourdin ; ce que je vais vous dire a été concerté avec lui, je parle en son nom, comme rapporteur ; mais je parle au vôtre, en disant, comme membre et ancien président de la Société, qu'elle n'oubliera jamais ce qu'elle lui doit et en déclarant que ses amis, c'est-à-dire tous ses collègues, ne pourront jamais se consoler de l'avoir perdu.

Parmi ces vaillants serviteurs de la statistique et ces dévoués collaborateurs, dont les travaux appartiennent à la période soumise à notre examen, je dois men-

---

(1) Voir journal de la Société, 1889, p. 318 ; 1892, p. 205 ; 1895, p. 408 ; 1898, p. 401.



tionner M. Vauthier, qui nous est toujours resté fidèle et nous donnait récemment encore une remarquable communication sur *la Prévion en statistique*.

Tous ces beaux travaux de nos amis disparus, comme ceux des maîtres que nous avons le bonheur de posséder, et comme ceux du Bureau actuel, en particulier deux de M. Fléchet, notre dévoué Secrétaire général, sur la *Statistique agricole décennale de 1892*, ne pouvaient — je l'ai déjà dit — concourir pour le prix Bourdin. Jointe à celle des chroniques, des comptes rendus bibliographiques, des variétés et des traductions, cette élimination circonscrivait notre examen à 62 articles et 28 auteurs.

## II

C'était encore beaucoup, eu égard à la valeur de ces travaux. Aussi, de même que dans les concours précédents, grand a été l'embarras du jury, condamné à la dure nécessité de faire un choix.

Son attention s'est arrêtée sur les articles suivants, qui constituent d'importantes contributions à la statistique et se signalent par des qualités particulières :

M. Arthur Fontaine : *Les associations ouvrières de production, — Les résultats comparés des derniers dénombrements français*.

M. Fournier de Flaix : *Les syndicats professionnels. — La statistique agricole décennale de 1892*.

M. Arsène Dumont : *Essai sur la natalité au Massachusetts ; — La dépopulation dans l'Orne ; — L'aptitude de la France à fournir des colons*.

M. Doumer : *L'état économique et financier de l'Indo-Chine*.

M. Besson : *La progression des valeurs successorales au XIX<sup>e</sup> siècle*.

M. Pontus Fahlbeck : *La régularité dans les choses humaines*.

M. Limousin : *La statistique des faillites*.

M. Raphaël-Georges Lévy : *Les opérations des banques américaines*.

M. Paul Meuriot : *Etudes statistiques sur l'Allemagne ; — Statistique agricole décennale de la Belgique ; — Le dernier dénombrement de Saint-Petersbourg*.

M. Cérésier : *La Guyane*.

M. Turquan : *La rentrée de l'impôt dans les grandes villes*.

M. Hamon : *Les assurances sociales en Europe*.

M. Rochetin : *L'assurance en Turquie ; — L'Espagne et le Portugal*.

Ce sont là des travaux considérables, qui touchent aux plus graves intérêts économiques et sociaux. Les questions qu'on y traite sont à l'ordre du jour ; quelques-unes d'entre elles agitent, passionnent même les esprits. Il serait grandement à souhaiter qu'avant de prendre parti, l'opinion publique et même le Parlement eussent l'heureuse idée de venir demander à notre excellent recueil les éléments d'informations dont on ne saurait impunément se passer pour toucher à ces redoutables problèmes.

Parmi ces travaux, le jury croit devoir une mention spéciale à M. March, le très distingué chef des services techniques de l'Office du travail et de la statistique générale.

M. March nous a donné de remarquables études sur la *distribution des salaires*, la *durée du travail*, la *statistique successorale*, le *dénombrement autrichien*, les *débordements de la Garonne*, enfin, quoiqu'il soit de 1901, un travail excellent sur la *distribution des entreprises selon leur importance*. Il y a là de véritables services rendus à la statistique et ils constituent à M. March des titres qui le désignent à l'attention et à la reconnaissance de notre Société.

## III

Mais, tout en rendant hommage à ces mérites, à ces titres et à ces espérances, le jury a détaché définitivement deux noms, qui lui ont semblé hors de pair pour se disputer cette année le prix Bourdin. Ces deux noms sont ceux de M. Bienaymé et de M. Maurice Bellom.

M. Bienaymé poursuit, depuis 1895, avec une patience de bénédictin et une science d'archiviste, ses intéressantes recherches sur le *coût de la vie à Paris à diverses époques*. Il nous a donné sur ce sujet 8 grands articles, dont 4 depuis 1898.

Rapprochant dans un premier tableau les évaluations données par Lavoisier, de Chateauf, Millot et Husson, il arrive aux chiffres suivants pour la dépense moyenne annuelle d'un Parisien (aliments, chauffage, éclairage) :

1789 . . . . .	351,36
1817 . . . . .	432,85
1826 . . . . .	458,40
1840 . . . . .	506,69
1854 . . . . .	497,44
1873 . . . . .	754,20

Il s'associe à la remarque de Husson expliquant cet accroissement de charges à la fois par l'élévation du prix des choses et par l'augmentation de la consommation personnelle, qui correspond à un accroissement du bien-être.

S'il se borne à citer les chiffres de ses devanciers, « sans prendre, dit-il, la liberté grande de les contrôler » (1895, p. 346), il a voulu faire œuvre originale en puisant à son tour dans les documents originaux que contiennent les dépôts publics d'archives et les livres de dépenses d'établissements hospitaliers, scolaires, ou religieux. C'est là, en effet, une mine très riche, qu'ont déjà exploitée avec succès nombre d'érudits, et qui réservait à notre collègue d'heureuses trouvailles. Il a surtout mis à contribution, d'une part : les comptes de l'Hôtel-Dieu de 1732 à 1791 et de 1803 à nos jours ; de l'autre, ceux du collège Louis-le-Grand depuis 1688 jusqu'à 1893. Il disposait ainsi de renseignements précis et de première main, pour deux siècles environ, sur le prix des objets suivants : viande, vin, volaille, gibier, poisson, œufs, beurre, fromage, vinaigre, huile, chandelle, bougie, bois à brûler, charbon de terre, charbon de bois.

Tels sont les documents qu'il a mis en œuvre pour suivre les prix des principales denrées. Il trouve ainsi que la viande, qui aurait coûté 13 sous le kilogramme de 1695 à 1734, se serait élevée à environ 18 sous à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et n'aurait dépassé ce taux qu'à partir de 1837, pour arriver aux environs de 1 fr. 30 à l'époque actuelle. Les prix vers le milieu du dernier siècle auraient donc été voisins de ceux de la fin du siècle précédent, contrairement à une opinion accréditée.

Pour les œufs, en cinq ou six siècles, le coût, dit-il, a augmenté de plus de trente fois ; en trois cents ans, il a presque quadruplé ; enfin, du premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle à notre époque, il a presque triplé. Mais l'auteur ajoute que « le poids des œufs ayant augmenté aussi, il en faut moins dans nos omelettes que dans celles du moyen âge » (1896, p. 379).

Quant au vin, l'Hôtel-Dieu le payait en 1545 à raison de 12 livres tournois le muid de 272 litres. Ce prix s'élève graduellement à 20 livres en 1589, à 80 et 100 livres en 1741. C'est un prix que les producteurs, si éprouvés par la mévente, salueraient aujourd'hui avec joie. Les droits d'octroi et de circulation sur les vins n'étaient à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle que de 15 à 16 sous par muid ; mais le fisc est envahissant et, graduellement, de proche en proche, il est arrivé à prélever 10 livres en 1654, — 17 en 1602, — 42 en 1747 et 60 en 1781 : ce qui correspondait à un taux véritablement prohibitif.

En ce qui concerne le pain, le prix de la vie n'a pas renchéri d'une façon appréciable au cours du dernier siècle. Étant donné le rôle prépondérant que joue le pain dans la vie des familles, surtout les plus modestes, cette constatation est d'une très grande importance et fait pressentir l'amélioration réelle qui s'est produite dans la situation matérielle des travailleurs, grâce à la hausse du salaire.

Je ne suivrai pas l'auteur dans l'étude de toutes les autres denrées, des combustibles et des moyens d'éclairage. Il a rapproché les résultats de ses recherches dans des tableaux graphiques, qui montrent la marche des prix pour chacun des objets sur lesquels ont successivement porté ses patientes investigations.

La ligne qui totalise ces faits partiels monte d'une façon continue jusque vers 1880, mais baisse depuis lors. « Ceux que trouble, dit M. Bienaymé, la croyance quelque peu moutonnaire que « tout augmente » pourront trouver là matière à quelque surprise. »

Etendant ensuite le cercle de ses recherches en dehors des archives et des vieux livres de compte, l'auteur les transporte sur le terrain des observations contemporaines et s'occupe des restaurants à prix fixe, des gages des domestiques, des étrennes et des pourboires, enfin des transports en commun.

Pour les restaurants populaires, il constate, dans ces 20 dernières années, l'état stationnaire des prix, qui lui paraît tenir au développement des Bouillons Duval, dont il analyse avec soin la carte avec les prix en regard.

Quant au personnel des serviteurs à gage, il le décompose en distinguant : la bonne à tout faire ; — la seconde bonne ; — la bonne d'enfant ; — la cuisinière ; — la femme de chambre ; — le valet de pied, le groom ; — le maître d'hôtel ; — le cocher ; — le palefrenier. A propos de la cuisinière, il pousse plus loin son analyse et traite à part, d'après une exacte hiérarchie, la fille de cuisine, la cuisinière, le cordon bleu, la cuisinière d'extra. L'auteur conclut ainsi cette partie de son étude qui intéresse au vif chacun de nous. « Doublé et même plus depuis 70 ans, ce qu'il en coûte pour se faire servir très ordinairement correspond à la croyance courante. » Puis, faisant allusion aux suppléments occultes de gages, qui ne figurent pas dans les comptes, il ajoute « avec ce que coûtent les exactions et le gaspillage des domestiques, combien de maîtres vivraient mieux ! »

Un curieux chapitre de notre auteur est celui des pourboires, des étrennes, du sou par livre, des gratifications. Ces menus profits arrivent parfois à prendre une telle importance qu'ils remplacent le salaire dans certaines professions, comme celles des déménageurs, des livreurs, des garçons de café, et l'on assure même qu'il existe des postes où l'employé doit partager ses pourboires avec son patron, loin d'être rémunéré par ce dernier.

Le dernier article étudie les moyens de transport publics, à commencer par les chaises à porteurs, les chaises roulantes, et à finir par les automobiles, et l'auteur conclut que, sur ce chapitre, « les Parisiens n'ont pas subi d'accroissement comparable à celui qui leur a été imposé sur d'autres chapitres de leur budget. »

Il est probable que M. Bienaymé ne s'en tiendra pas là et qu'il continuera à exploiter la veine féconde sur laquelle il s'est victorieusement installé.

#### IV

M. Maurice Bellom a choisi un autre terrain, sur lequel il s'est non moins solidement établi et dont il est maître : celui de l'assurance sociale.

L'assurance est l'un des traits les plus caractéristiques et les plus honorables du siècle qui vient de finir. Elle a reçu des applications très variées, qui n'ont pas épuisé sa fécondité, et l'on entrevoit chaque jour pour elle de nouvelles combinaisons. Elle oppose un remède efficace à la plupart des maux dont nous sommes menacés et les conjure par la prévoyance.

Tous les peuples à l'envi recourent à ses services, les uns, en se fiant à la liberté et à sa souplesse, les autres, en faisant appel aux dures contraintes de l'obligation.

Il s'est produit ainsi, depuis quelques années, une luxuriante végétation législative en matière d'assurance sociale contre les diverses crises de la famille ouvrière, la maladie, la vieillesse, la mort, l'accident. Des lois plus nombreuses encore, visant ces mêmes sujets, sont discutées ou sont en préparation devant l'opinion publique et devant les parlements. C'est aujourd'hui comme une fièvre générale, qui emporte tous les pays dans cette direction.

Pour éclairer la solution de ces difficiles problèmes, il faut des informations très précises, sous peine de légiférer dans la nuit et comme à tâtons. M. Maurice Bellom s'est donné la tâche très méritoire et très laborieuse de nous rendre ce service : il est devenu notre moniteur et notre guide en ces matières ; il fraie devant nous la voie au travers des forêts et des broussailles des codes, qui n'ont pour lui aucun secret. Connaissant à fond plusieurs langues, informé de tout ce qui se passe dans les parlements et dans les administrations, il possède les lois, les décrets, les circulaires, les instructions, et les met sous nos yeux, classés avec ordre, commentés, annotés, clarifiés, pour nous épargner des tâtonnements et des erreurs. Son œuvre est énorme et témoigne d'une prodigieuse puissance de travail. Il a publié quatre

gros volumes d'assurances contre les accidents, un volume sur l'assurance contre la maladie, un commentaire de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents ; il prépare un grand ouvrage d'après le même plan sur l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

Ses travaux font autorité en France et à l'étranger. L'Académie des sciences morales et politiques vient de lui décerner le prix Audeoud.

Il est, depuis longtemps, un précieux et actif collaborateur pour notre Journal, dans lequel il a fait des communications remarquables et fréquentes sur ces questions où sa compétence est indiscutée. Tout récemment encore, il nous donnait, dans une série de trois articles, une étude magistrale sur les *assurances ouvrières à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*.

A la fin de ce travail, et tout en reconnaissant l'importance des résultats obtenus par l'assurance obligatoire, M. Bellom s'associe aux réserves faites par M. Luzzatti en faveur de l'initiative privée ; il proclame les beaux états de services que cette dernière peut être fière d'invoquer en matière d'assistance et de prévoyance. « L'avenir, dit-il, permet d'attendre plus encore de ces institutions qui ne jouissent que depuis peu dans notre pays, et sous une forme encore incomplète, d'une législation libérale et appropriée à leur fonctionnement.... Il semble que le vœu à formuler avec le plus d'ardeur soit de voir la prévoyance individuelle reculer de plus en plus les limites du domaine où la charité publique et privée doit subvenir aux besoins de ceux que l'insuffisance de leurs ressources a mis dans l'impossibilité d'assurer leur vieillesse et l'avenir de leur famille. »

V

On comprend qu'en présence de ces deux noms et des titres, dont je n'ai pu donner qu'une idée imparfaite, le jury ait eu de la peine à se départager pour faire un choix. Aussi n'a-t-il pas tardé à se convaincre qu'il le tenterait en vain et que, ne pouvant opter entre MM. Bienaymé et Bellom, le mieux était de les couronner tous les deux à la fois.

Il trouvait, en même temps, à cette solution l'avantage de dégager le champ du prochain concours, au lieu de lui léguer des dettes impérieuses, qui auraient d'avance enchaîné sa liberté.

Restait à résoudre la difficulté budgétaire. Le Conseil a bien voulu le faire, en nous allouant, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, un crédit spécial, qui permet de doubler le prix.

Dans ces conditions, le jury a décerné, à titre de prix Bourdin, deux médailles ayant chacune la valeur de 100 francs, l'une à M. Bienaymé, l'autre à M. Maurice Bellom, et il espère que la Société de statistique voudra bien ratifier une décision aussi pleinement justifiée.

*Le Rapporteur,*  
E. CHEYSSON.

---